

FIN DE CAMPAGNE ÉLECTORALE

Que restera-t-il des promesses des candidats ?

Tomber de rideau sur une campagne pas comme les autres. Escalade verbale, échanges d'accusations auront marqué cette fin de campagne qui n'aura cependant pas fait exception en matière de promesses. Des

FAWZI REBAÏNE :
«Plus de service national !»



C'est une campagne électorale light qu'aura faite le président de Ahd 54, celle d'un militant, aime-t-il à répéter. En sillonnant quelques villes du nord du pays, il n'a cependant pas fait l'économie de promettre du changement. Plus de service national, promet-il s'il devenait président de la République. «Je vous promets, si vous votez pour moi, d'annuler le service national, en laissant ses portes ouvertes à ceux qui veulent s'entraîner pour une durée de six mois», dit-il. Toujours au sujet de l'armée, il promet un «armée professionnelle» avec les moyens nécessaires, un rajeunissement des responsables de l'armée et un retrait de cette dernière de la vie politique. Sur un plan purement économique, le président de Ahd 54 plaide pour une réforme du système monétaire et une révision profonde du fonctionnement des banques privées et publiques. Rebaïne promet également de rendre sa place à l'université algérienne dans la sphère économique, en développant les pôles de recherches et d'excellence, ainsi que la promotion des compétences nationales.

MOUSSA TOUATI :
«La bourse des étudiants sera revue à la hausse»



Le chef de file du FNA a privilégié les rencontres directes avec les citoyens aux meetings. Un choix qui ne l'empêchera

cependant pas de faire des promesses telles que l'officialisation de tamazight et l'intégration de son enseignement à tous les niveaux, du primaire jusqu'aux études supérieures.

Moussa Touati promet de limiter l'influence des grandes puissances dans la prise de décision et leur ingérence dans les affaires internes du pays.

Il promet de renforcer la souveraineté nationale, de dénoncer les harkis et de rester fidèle aux serments faits aux chouhada.

Aux jeunes, il promettra lui aussi de revoir la formule du service national, en divisant la période de 18 mois en trois tranches, à raison de six mois pour la formation militaire, six autres mois pour l'apprentissage d'un métier et la troisième pour l'emploi des conscrits. Les étudiants n'ont pas été oubliés. Touati leur propose de revoir à la hausse leur bourse.

ABDELAZIZ BELAÏD :
«Je ferai de l'Algérie le Japon de l'Afrique»



Le plus jeune des candidats n'a pas caché son ambition de faire de «l'Algérie, le Japon de l'Afrique». Abdelaziz Belaïd a durant toute cette campagne, misé sur les jeunes en promettant la réduction du service national, la création d'un fonds pour le mariage et l'intégration en masse des jeunes cadres aux postes de responsabilité.

Abdelaziz Belaïd a promis la promotion de la langue amazighe au rang de langue nationale.

Il affirme avoir l'intention de miser l'élément humain «capable de créer la richesse» et promis de ne confier la responsabilité qu'aux personnes compétentes, intègres. Au volet politique, c'est la révision de la Constitution avec la participation de toutes les franges de la société qui est promise.

plus sérieuses aux plus farfelues, les six candidats à la magistrature suprême se sont livrés à l'exercice sans retenue aucune. Tour d'horizon de celles qui ont été le plus souvent faites.

ALI BENFLIS :
«Plus de règle 49-51 !»



En sillonnant le territoire national, l'ex-chef de gouvernement a, comme le reste des candidats, multiplié les promesses. La Constitution sera révisée pour revenir à la mouture de 1996, dit-il, notamment en matière de limitation du mandat présidentiel à deux quinquennats. Benflis président fera annuellement un discours devant le Parlement sur l'état de la nation et choisira un chef de gouvernement issu de la majorité parlementaire. Ali Benflis a promis un nouveau découpage administratif. De nouvelles wilayas et communes seront créées. Sur le plan économique, il promet de mettre un terme à la règle des 49/51% ayant trait au plafond du taux de participation des investisseurs étrangers au capital des entreprises. Les femmes n'ont pas été laissées pour compte au volet des promesses. Benflis leur promet davantage d'égalité et une plus grande protection pour les femmes divorcées.

SELLAL AU NOM DE BOUTEFLIKA :
«Faire de l'Algérie le joyau de la Méditerranée»



La promesse a été faite et refaite à plusieurs reprises. Le directeur de campagne du Président-candidat a promis des dizaines de fois de promouvoir des localités au rang de wilaya. Sellal ne dira pas

combien de wilayas comptera l'Algérie après le 17 avril. Il affirme d'autre part que la Constitution sera révisée, que la crise du logement durant les cinq prochaines années sera définitivement réglée et que l'Algérie deviendra le «joyau de l'Afrique et de la Méditerranée». La période du service national sera revue à la baisse promettant que les jeunes conscrits ne passeront plus qu'une année sous les drapeaux. S'adressant aux femmes, le directeur de campagne de Bouteflika dira que «nous renforcerons les droits de la femme dans tous les domaines et, plus que cela, nous défendrons la femme pour préserver la société contre la précarité. La violence contre la femme sera interdite, c'est haram et plus personne ne pourra porter atteinte à la dignité de la femme. Soyez-en tranquilles!». Les jeunes quant à eux ont été assurés que la manne financière servant à financer l'Ansej sera maintenue.

LOUISA HANOUNE :
«J'abrogerai le code de la famille»



La seule femme candidate à ces élections présidentielles a promis l'abrogation du code de la famille et son remplacement par une loi plus égalitaire. Hanoune fait de la révocabilité des mandats un leitmotiv. Du président de la République aux élus au niveau des communes, la candidate du Parti des travailleurs promet de donner au peuple la possibilité de révoquer les responsables. Elle promet également l'ouverture des dossiers de corruption, la remise en cause des accords internationaux de libre-échange signés par l'Algérie et une politique de plein-emploi. La secrétaire générale du Parti des travailleurs promet un «Maghreb des peuples avec ses dimensions arabes et musulmanes et de la suppression des frontières qui se dressent contre la fraternité entre ses peuples», et la promotion de tamazight au rang de langue nationale.

N. I.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LOUISA HANOUNE :
«Personne ne me fera taire»

La candidate du Parti des travailleurs (PT), M^{me} Louisa Hanoune, a qualifié de «très réussie» sa campagne électorale pour les présidentielles du 17 avril prochain. Lors d'un point de presse animé hier au siège de son parti, la conférencière a indiqué que sa campagne «était réussie et ce en dépit des entraves rencontrées à Batna et à Khenchela».

Abder Bettache - Alger(Le Soir) - Louisa Hanoune qui s'exprimait au lendemain de la fin de la campagne électorale a indiqué que «s'il y a un second tour aux présidentielles, le candidat du Parti des travailleurs y sera présent».

En effet, tirant un bilan positif de ses sorties électorales, en qualifiant ses sorties et celles des cadres de son parti de «très positives», la présidente du Parti des travailleurs a plaidé pour l'instauration d'une deuxième République.

La seule femme candidate de cette élection a tenu à rappeler que sa cam-

pagne électorale «était une campagne de programme et d'explication», contrairement à certains candidats. Pour elle, le travail mené par la candidate du parti et par les militants et autres cadres a cassé «l'idée de la bipolarisation qu'on a voulu indirectement imposer». «Tout le monde s'est rendu compte que nous sommes la principale et la première force politique organisée du pays, en raison de la visibilité de notre programme, la cohérence de nos positions et la clarté de nos discours», a-t-elle indiqué.

Implicitement, Louisa Hanoune a char-

gé le candidat Ali Benflis, dont elle a qualifié la période de gouvernance de «la pire des périodes qu'a connue l'Algérie ces dernières années sur tous les plans». Mieux encore, elle reproche à l'ex-candidat malheureux des présidentielles de 2004, de vouloir provoquer un «printemps arabe» en Algérie pour se venger d'avoir été écarté du pouvoir. «Il y a des revanchards qui cherchent à brûler l'Algérie parce qu'ils ont été écartés de la responsabilité en appelant à l'intervention étrangère en Algérie», déclare-t-elle. Un appel qui est, pour elle, synonyme de «terrorisme».

Revenant sur son meeting à Ouargla, dernière escale de son périple électoral, d'ailleurs perturbé par l'organisation de chômeurs, la candidate à la présidentielle de jeudi prochain a tenté de minimiser la

portée de cet «incident», tout en indiquant que les auteurs de troubles étaient «une dizaine de jeunes scandant des slogans séparatistes, Ouargla avec un visa», et, tout en portant la responsabilité sur Tahar Belabès d'être l'instigateur, elle l'a traité de «petit mercenaire à la solde des ONG occidentales qui a eu la grosse tête».

Pour rappel, la présidente du Parti des travailleurs, M^{me} Louisa Hanoune, avait déclaré la veille que l'acte de Ouargla «est un acte qui me semble signé politiquement pour me déstabiliser et me faire taire». «Mais il n'est pas encore né celui qui pourrait me faire taire. Personne ne me fera taire, ni le parti unique, ni el baltagua. Je suis la voix des travailleurs, des femmes, des jeunes et des défavorisés», a-t-elle clamé.

A. B.